



UNION EUROPÉENNE



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0003584
Bénéficiaire :	21130055300016 VILLE DE MARSEILLE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	3

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	21130055300016
Raison sociale :	VILLE DE MARSEILLE
Adresse :	13233 MARSEILLE CEDEX 20



RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP02 - Axe prioritaire : Développer l'économie et les services numériques / OT02 - Objectif thématique : Améliorer l'accès aux technologies de l'information et de la communication, leur utilisation et leur qualité / PI02c - Priorité d'investissement : Renforcer les applications TIC dans les domaines de l'administration en ligne, de l'apprentissage en ligne, de l'intégration par les technologies de l'information, de la culture en ligne et de la santé en ligne (télésanté) / AP02-OT02-PI02c-OS2c - Objectif spécifique : Développer les services numériques au service des territoires et des citoyens

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PI2c - 2016 - création d'un outil Big DATA de la tranquillité publique
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Territoire de Marseille 16 arrondissements (241km2)
Zone(s) :	
Type	Libellé
Commune INSEE	Marseille

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	15/01/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI2c : Développer les services numériques au serv./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP INTERFONDS du 23 septembre 2016 (2)	Décisionnel	Dématérialisé	23/09/2016	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 29 septembre 2017	Décisionnel	Dématérialisé	29/09/2017	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 16 décembre 2020	Décisionnel	Dématérialisé	16/12/2020	

Description de l'opération
<p>Projet de création d'un outil Big Data de la tranquillité publique visant à agir à la fois en faveur des Hommes et du territoire. Il répond aux enjeux du développement urbain durable, sur un segment particulier, et s'appuie sur la dynamique des Smart Cities en visant le dépassement des pratiques dans l'administration de la tranquillité publique, au-delà de la seule approche sécuritaire ; il ambitionne également d'accélérer l'émergence d'un modèle intelligent de gouvernance en la matière. L'idée directrice de ce projet d'outil est de favoriser la convergence des informations (structurées, textuelles ou vidéo) en vue d'assurer la tranquillité publique, ceci afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - décroïsonner, partager et croiser cette masse d'informations,



- offrir à tous les acteurs concernés (internes puis externes) de nouveaux services d'investigation, de détection, de prédiction et d'aide à la décision basés sur des technologies d'analyse Big Data.

Le projet vise à bâtir la « Safe City », un des éléments de la Smart City qui a pour finalités :

- d'assurer une nouvelle vision et une gestion optimisée de la ville et de ses espaces publics, grâce aux outils du numérique,
- de favoriser de nouveaux modes de coopération entre les acteurs internes et externes de la tranquillité publique en sortant des logiques cloisonnées (« en silos ») pour aller vers plus de transversalité, de partage et de travail collaboratif,
- de moderniser la relation entre l'administration municipale et les habitants, par une approche interactive, et d'améliorer le service rendu au public.

Par cette initiative unique en France, la ville de Marseille entend poursuivre son engagement dans une démarche de ville intelligente, dont la « sécurité connectée » est la première brique opérationnelle d'un plus vaste projet.

Objectifs recherchés :

L'objectif général du projet est d'améliorer le niveau de tranquillité publique sur le territoire de Marseille en mobilisant la technologie Big Data.

Les deux objectifs spécifiques du projet sont d'une part de contribuer à l'émergence d'une nouvelle approche/culture innovante et partagée de la tranquillité publique, valorisant le patrimoine de données numériques existant et à venir, et d'autre part d'assurer un meilleur et plus équitable service à la population, contribuant à davantage d'inclusion sociale.

- Développer l'e-administration et les services aux citoyens (ici pour une population très nombreuse),
- Corriger les écarts entre quartiers favorisés et quartiers défavorisés, en assurant un meilleur traitement des problèmes liés à la tranquillité publique, sur l'ensemble du territoire de Marseille,
- Garantir à tous et notamment aux plus vulnérables (enfants, personnes âgées, personnes souffrant de handicaps) le meilleur niveau de tranquillité publique,
- Produire des effets indirects sur la santé (bien être, sentiment de sécurité, réduction des nuisances sonores, gestion prédictive des déplacements...) ainsi que sur l'inclusion sociale et économique de la population,
- Impliquer les citoyens dans leur proche environnement.

Résultats escomptés (cible visée)

L'outil Big Data offrira ainsi des capacités opérationnelles grâce à la mise en place :

- D'un portail d'accès sécurisé aux données,
- D'outils décisionnels (requêtes, vues, statistiques, tableaux de bord),
- D'un moteur de recherche textuelle avec accès à la Gestion Electronique des Documents,
- D'une main courante centralisée au niveau de l'outil Big Data,
- De vues de situation et des alarmes...

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/10/2016	Fin : 31/03/2021
<p>Le projet n'a pas encore démarré ; néanmoins, il est déjà à un stade avancé dans la mesure où une étude de préfiguration de l'outil Big Data a été réalisée entre 2014 et 2015 ; par ailleurs le travail d'identification des données massives en interne ainsi que la sensibilisation des partenaires se trouve à un état très avancé. Une collaboration active est en cours avec le groupe ENGIE qui possède les équipements Big Data et a proposé à la municipalité d'effectuer des tests sur des échantillons de données massives à titre d'expérimentation (cf Annexes Délibération et convention de partenariat). ENGIE ne participera pas directement au présent projet de Big Data de la tranquillité publique ; cette coopération s'inscrit dans un partenariat plus large souhaité par la municipalité et ce leader industriel. Enfin, le projet a été labellisé en 2015 par le pôle SCS de Rousset (cf Annexes Attestation). Le déploiement de l'outil se fera en 3 phases, selon le rétro-planning synthétique suivant :</p> <p>Phase 1 (2016)</p> <p>La phase 1 s'appuiera sur les recommandations de l'étude de préfiguration réalisée en 2014-2015.</p> <ul style="list-style-type: none">- identification et qualification des données internes et externes, <p>1. En ce qui concerne les données internes, il s'agit de données massives dont dispose la ville de Marseille, lesquelles existent aujourd'hui dans différents « silos métiers » et sont stockées informatiquement depuis des années, sans logique de traitement par croisement. Le projet, dans un premier temps, s'efforcera de les identifier, les regrouper et les qualifier.</p> <ul style="list-style-type: none">- modification des procédures et applications internes de production des données,		



1. Recensement des différentes mains courantes de la ville
2. Mise en cohérence des catalogues de valeurs pour les incidents et observations
3. Enrichissement de certaines données avec des méta-data complémentaires
 - spécifications de la plate-forme d'échange de données,
 - qualification des infrastructures Big Data (matériel et logiciel de base), achat et déploiement de la plate-forme sur le site de la DINSI de la ville de Marseille,
 - initialisation de la plate-forme de Big Data : formation, paramétrage,
1. Ajout de serveurs physiques
2. Installation des composants logiciels de la plate-forme (moteur de recherche, crawlers, algorithmes big analytics)
3. Mise en place et paramétrage des outils de traitement des sources ouvertes, des données textuelles, des outils de prédiction, de traitement des signaux faibles
4. Mise en place schéma de données et persistance, des outils de visualisation (recherche de textes, graphes, clustering...)
- rédaction d'un appel d'offre d'intégration de l'application Tranquillité Publique,
1. inventaire et qualification des données d'intérêt de la ville de Marseille
2. inventaire et qualification des données provenant de sources externes : réseaux sociaux, capteurs, open data...
3. spécification des rendus de l'application
4. intégration de flux de données de partenaires externes
5. communication institutionnelle et communication citoyenne

Phase 2 (2017)

- notification du marché et déploiement de l'application,
- 1. Mise en place des outils décisionnels (requêtes, vues, statistiques, tableau de bord)
- 2. Intégration des données de la main courante automatisée de la Police Municipale et des autres mains courantes
- 3. Vue de situation, alarmes, gestion de situations
- 4. Mise en place outils de visualisation cartographique, main courante, alarmes
- 5. Interface avec le SIG
- 6. Mise sur « lignes de temps » (time lines) et sur visualisations cartographiques
- 7. Intégration de nouveaux flux vidéo externes et alarmes au CSU
- 8. Intégration de flux en provenance de partenaires externes
- 9. Intégration de la VCA (traitement automatique du contenu de l'image)
- 10. Organisation de la communication
 - Travail avec les partenaires,
 - 1. inventaire et qualification des données des partenaires, notion de zones ou de flux pilotes
 - 2. qualification des flux
 - 3. rédaction de procédures d'échange techniques et réglementaires (anonymisation, automatisation...)

Phase 3 (2018)

- développement de l'outil en intégrant les flux des partenaires,
- 1. spécification des rendus spécifiques
- 2. choix et déploiement des pilotes
- organisation de la communication.

Le budget pour la réalisation de la phase 1 est de 500.000 Euros (cf devis estimatif/procédure retenue UGAP). Il sera consacré à l'achat de matériels et logiciels. Les dépenses des phases 2 et 3 correspondront au déploiement de l'outil, soit 1.000.000 Euros (cf annexe Plan de financement). La procédure des marchés publics s'appliquera. Un appel d'offres sera lancé.

DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)



Dépenses de communication de l'opération Événements, promotion, publication	Direct	Investissement	50 000,00 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel Achat serveur + développement Big DATA	Direct	Investissement	1 450 000,00 €
Total :			1 500 000,00 €

Ressources

Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Détails des ressources								
Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
DEPARTEMENT	Bouches-du-Rhône		Auc / Aucun régime d'aide	40,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	40,00	600 000,00	177 361,39	224 909,39	11,82
Total co-financier				80,00	1 200 000,00	177 361,39	224 909,39	11,82
Bénéficiaire				20,00	300 000,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	1 500 000,00	177 361,39	224 909,39	11,82



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

La reprogrammation consiste à modifier les périodes d'exécution physique de l'opération ainsi que la période d'éligibilité des dépenses.

Dans le cadre des échanges pour l'instruction de la reprogrammation de ce dossier, le bénéficiaire a émis le souhait de prolonger de 9 mois la durée d'exécution physique de l'opération, soit jusqu'au 31/03/2021 et de 18 mois la période d'éligibilité des dépenses, soit jusqu'au 30/06/2021.

Les autres points de la convention ne seront pas modifiés par l'avenant.

Avis favorable pour la modification de la date de fin d'exécution physique de l'opération au 31/03/2021 et de la date de fin d'exécution financière au 30/06/2021, sans pour autant que l'objet, la nature de l'opération ne change. Le coût total de l'opération, le montant FEDER de 600 000 € et le taux FEDER de 40% demeurent également inchangés.